



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

INSTITUTION SAINTE-MARIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

INSTITUTION SAINTE-MARIE

40 Faubourg des Ancêtres - BP 10337 - 90006 BELFORT CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

INSTITUTION SAINTE-MARIE

40 Faubourg des Ancêtres - BP 10337 - 90006 BELFORT CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'Assemblée générale de l'association INSTITUTION SAINTE-MARIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INSTITUTION SAINTE-MARIE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 13 janvier 2025

KPMG SA

Valérie Crabos
Commissaire aux comptes

Bilan Exercice du 01/09/23 au 31/08/24
GS STE MARIE BELFORT

ACTIF	01/09/23 au 31/08/24		01/09/22 au 31/08/23	
	Valeur Brut	Exercice N Amortissement et provisions	Valeur Nette	Exercice N-1 Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	32 031	31 825	207	3 112
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	19 174	18 968	207	3 112
Autres Immobilisations Incorporelles	12 857	12 857	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 282 495	7 326 285	956 210	868 211
Terrains				
Constructions	5 257 375	4 910 572	346 804	368 335
Installations techniques, matériel et outillage	1 877 619	1 545 502	332 118	153 008
Autres Immobilisation Corporelles	1 147 500	870 212	277 288	336 263
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				10 605
Biens reçus par legs ou donations destinés à être				
Immobilisations financières	33 526	0	33 526	33 526
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	33 526		33 526	33 526
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 348 052	7 358 110	989 942	904 849
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	610		610	
Créances	98 941	25 345	73 596	117 510
Créances clients, usagers et comptes rattachés	40 328	25 345	14 983	7 429
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	58 613		58 613	110 081
Valeurs mobilières de placement	4 781 368	50 837	4 730 531	4 060 858
Instruments de trésorerie				0
Disponibilités	1 451 830		1 451 830	1 998 600
Charges constatées d'avance	111 858		111 858	127 923
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 444 607	75 182	6 368 425	6 304 891
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	14 792 658	7 434 291	7 358 367	7 209 740

Bilan Exercice du 01/09/23 au 31/08/24

GS STE MARIE BELFORT

01/09/23 au 31/08/24

01/09/22 au 31/08/23

PASSIF	N	N-1
	Valeur nette	Valeur nette
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 281 754	2 281 754
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	2 281 754	2 281 754
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	0	0
Autres	0	0
Report à nouveau	4 225 963	4 074 054
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 868	151 909
Situation nette (sous-total)	6 483 849	6 507 717
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	58 777	63 505
Provisions réglementées	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	6 542 626	6 571 221
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
TOTAL FONDS REPORTE ET DEDIES	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	228 948	187 040
TOTAL PROVISIONS	228 948	187 040
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	80	80
Avances et acomptes reçus	27 235	45 547
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260 532	166 663
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	105 366	82 775
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	124 057	114 299
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	69 523	42 114
TOTAL DETTES	586 793	451 478
Ecarts de conversion passif	0	0
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	7 358 367	7 209 740

COMPTE DE RESULTAT

GS STE MARIE BELFORT BELFORT CEDEX

01/09/2023 - 31/08/2024

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	25
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	34 258	21 153
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	2 679 860	2 526 625
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 089 116	2 022 970
Vers/ Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	2 000	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	36 685	61 068
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	39 094	49 441
TOTAL I	4 881 013	4 681 281
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	32 444	19 583
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 973 570	2 765 314
Aides financières	30 521	27 153
Impôts, taxes et versements assimilés	152 648	139 972
Salaires et traitements	1 086 711	967 888
Charges sociales	436 776	363 132
Dotations aux amortissements des immobilisations	249 033	273 496
Dotations aux provisions	86 698	78 002
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	34 774	36 891
TOTAL II	5 083 173	4 671 432
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-202 160	9 849
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	167 501	52 173
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	3 063	72 100
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	7 184	5 556
TOTAL III	177 747	129 830
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	21 454
TOTAL IV	0	21 454
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	177 747	108 375
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-24 413	118 225
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	23 347	21 487

Sur opérations en capital	27 392	26 609
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	50 739	48 097
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opérations de gestion	8 070	12 512
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	8 070	12 512
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	42 668	35 585
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	42 123	1 900
Total des produits (I + III + V)	5 109 499	4 859 208
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 133 087	4 707 298
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-23 868	151 909

<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	29 950	28 225
TOTAL	29 950	28 225
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	29 950	28 225
TOTAL	29 950	28 225

Exercice clos le 31 août 2024

1. Informations générales
2. Règles et méthodes comptables
3. Evolution de la population scolaire et des tarifs de l'établissement (scolarité – demi-pension)
4. Evolution de l'effectif de l'association (hors personnel enseignant)
5. Evolution de l'actif immobilisé et des amortissements
6. Evolution des placements
7. Etat des échéances des créances et des dettes
8. Etat des subventions amortissables
9. Mouvements des réserves et provisions inscrites au bilan
10. Mouvements des fonds associatifs
11. Engagements pris en matière de retraite et de prévoyance
12. Affectation du résultat de l'exercice précédent
13. Autres engagements hors bilan
14. Inventaire de l'actif immobilisé
15. Communication, prévue par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, sur les rémunérations perçues, au titre de l'exercice, par les 3 plus hauts cadres dirigeants de l'Association
16. Opérations réciproques entre entités liées

Exercice clos le 31 août 2024

Objet social :

L'association de gestion Institution Sainte Marie, située 40 Faubourg des Ancêtres 90 000 BELFORT, a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement sous tutelle marianiste fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'association de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissements ; elle l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Elle contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Elle est l'employeur des personnels de droit privé.

L'association de gestion pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'association de gestion pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'association de gestion pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Nature et périmètre des activités réalisées :

	Nb de classe	Nb d'élèves
<i>Ecole</i>	10	271
<i>Collège</i>	32	873
<i>Lycée</i>	21	560
<i>Post-Bac</i>	2	12
<i>Total établissement</i>	65	1 716

1. Informations générales

Exercice clos le 31 août 2024

Moyens mis en œuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 123 personnes
- Surface globale : 17 359 m²
- Modalités d'occupation : l'association de gestion est locataire des bâtiments suivant : école, conciergerie, collège, petit gymnase, plateau scientifique, self et grand gymnase (bail commercial signé en 2020 avec une prise d'effet au 1^{er} septembre 2019) et du gymnase 53 Fbg des Ancêtres depuis le 14 mars 2016.
- A compter du 1^{er} juillet 2023, le lycée a été intégré dans l'assiette du bail commercial signé en 2020 (le bail à construction ayant expiré au 30 juin 2023)
- Le propriétaire est la Société de Monceau située 44 rue de la Santé à Paris (75 014).

Contributions volontaires en nature

Le nombre d'heures de bénévolat est d'environ 1198h pour un total de 29 950€ (25€ de l'heure chargée)

Exercice clos le 31 août 2024

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits marquants de l'exercice

Changement de société de restauration et de nettoyage

Changement du logiciel de paie en mars 2024 avec passage sur la paie Charlemagne

5 départs en retraite

Evénements postérieurs à la clôture

Néant

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés s'applique depuis le 1^{er} janvier 2005.

Ce texte impose :

- Une comptabilisation par composants des immobilisations,
- Un amortissement sur leur durée réelle d'utilisation par l'entreprise,
- Une évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles à la valeur actuelle entraînant le cas échéant, la constatation d'une dépréciation en cas de perte de valeur.

L'entité a choisi d'appliquer ces nouvelles normes de façon prospective, par réallocation des valeurs nettes comptables. Aussi, aucun impact de changement de méthode n'a été constaté sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice au 31 août 2006.

Exercice clos le 31 août 2024

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions	10 à 30 ans
- Agencements et aménagements	5, 10 ou 15 ans
- Matériel et outillage	4, 5 ou 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier, matériel de bureau	3, 4, 5 ou 10 ans

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles (uniquement des logiciels informatiques) sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais nécessaires à leur mise en service.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Les créances douteuses sont provisionnées ainsi :

- Tout retard relatif à un élève présent dans l'établissement et supérieur à 450 € est systématiquement provisionné à 100 %
- Tout impayé relatif à un élève ayant quitté l'établissement est systématiquement provisionné à 100 %

VMP :

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du " premier entré, premier sorti". Seules les moins values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une provision pour dépréciation.

2. Règles et méthodes comptables

Exercice clos le 31 août 2024

Provisions pour gros travaux :

Les travaux d'entretien (non courant) et les grosses réparations font l'objet des provisions pour charges. Les provisions sont constituées dès lors qu'un chantier est identifié et entre dans le plan pluriannuel de travaux, par tantième en fonction de la durée prévue entre l'identification des travaux et la clôture de l'exercice précédant leur réalisation. Le montant provisionné repose sur la dernière estimation des travaux à la date d'arrêté des comptes.

3. Tableau de l'évolution de la population scolaire et des tarifs de l'établissement (scolarité - demi-pension)

exercice clos le 31 août 2024

EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

Contrat d'association	Nombre d'élèves					
	19/20	20/21	21/22	22/23	23/24	24/25*
<u>Ecole</u>	270	264	270	263	271	279
(dont élèves de BELFORT)	141	147	144	144	145	140
<u>Collège</u>	900	910	906	884	873	883
<u>Lycée</u>	551	535	569	567	560	564
<u>Total secondaire</u>	1451	1445	1475	1451	1433	1447
<u>Post-Bac</u>	24	20	19	16	12	2
<u>Total établissement</u>	1745	1729	1764	1730	1716	1728

Nombre de classes					
19/20	20/21	21/22	22/23	23/24	24/25*
10	10	11	11	10	10
32	32	32	32	32	32
22	19	19	19	21	20
54	51	51	51	53	52
2	2	2	2	2	1
66	63	64	64	65	63

Nombre moyen d'élèves par classe					
27	26,4	24,5	23,9	27,1	27,9
28,1	28,4	28,3	27,6	27,3	27,6
25	28,2	29,9	29,8	26,7	28,2
12	10	9,5	8	6	2

TARIFS PAR ELEVE ET PAR MOIS

Coûts de Scolarité						
	19/20 €	20/21 €	21/22 €	22/23 €	23/24 €	24/25* €
<u>Ecole</u>	50	50,5	51	54	54	54 Tr.A 57 Tr.B
<u>Collège</u>	71	71,5	72	73,5	73,5	73,5 Tr.A 77,5 Tr.B
<u>Lycée</u>	71,5	72	72,5	74	74	74 Tr.A 78 Tr.B
<u>Post-Bac</u>	71	71,5	71,5	72	72	

Coûts de la demi-pension						
	19/20 €	20/21 €	21/22 €	22/23 €	23/24 €	24/25* €
<u>Ecole</u>	82	82,5	83,5	85	86,7	88,5
<u>Collège</u>	89,5	90	91	92,5	94,4	96,3
<u>Lycée</u>	89,5	90	91	92,5	94,4	96,3
<u>Post-Bac</u>	-	-	-	-	-	-

*prévisions

Tarifs sur 10 mois

4. Evolution de l'effectif de l'association (hors personnel enseignant)

CATEGORIE	Personnel au 31/08/2023	Augmentation	Diminution	Personnel au 31/08/2024
Personnel entretien/conciergerie	3	2	2	3
Personnel administratif	5	1	2	4
C.P.E	3	1		4
Cultures et Religions	9	2		11
Personnel de surveillance	15	3	1	17
Aide Labo	1			1
Informatique	1			1
Infirmière	1			1
Direction	2			2
Adjoint de direction	5			5
Animateur en pastorale	2			2
TOTAL	47	9	5	51

5. Evolution de l'actif immobilisé et des amortissements

exercice clos le 31 août 2024

5.1 Tableau des immobilisations

5.2 Tableau des amortissements

TABLEAU 2055 IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU 01 SEPTEMBRE 2023 AU 31 AOUT 2024

IMMOBILISATIONS	Valeur d'origine	Acquisitions	Cessions	Valeur clôture 31/08/24
LOGICIEL INFORMATIQUE	19 174,45			19 174,45
AUTRES IMMOS INCORPORELLES	12 856,80			12 856,80
BATIMENTS	2 636 258,14			2 636 258,14
INST.GENE.AGCT.AMENAG.CONST.	2 641 347,67	58 144,73	78 375,10	2 621 117,30
INST.TECH.MAT/OUT.LIES A ENS.	1 245 650,00	232 532,94	124 032,47	1 354 150,47
MAT.OUT.INST.TECHN.T.A	528 327,64	2 993,62	7 852,27	523 468,99
INST.GENE.AGCT.AMENAG.DIVERS	664 769,99	35 280,47	10 644,40	689 406,06
MATERIEL DE TRANSPORT	27 182,40			27 182,40
MATERIEL DE BUREAU ET INFO	383 747,63	7 448,48	40 444,01	350 752,10
MOBILIER DE BUREAU	75 149,13	8 331,06	3 320,72	80 159,47
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	33 525,62			33 525,62
TOTAUX	8 267 989,47	344 731,30	264 668,97	8 348 051,80

AMORTISSEMENTS	Valeur d'origine	dotations linéaires	Cessions	Valeur clôture 31/08/24
LOGICIEL INFORMATIQUE	16 062,07	2 905,43		18 967,50
AUTRES IMMOS INCORPORELLES	12 856,80			12 856,80
BATIMENTS	2 636 258,14			2 636 258,14
INST.GENE.AGCT.AMENAG.CONST.	2 273 012,37	79 676,15	78 375,10	2 274 313,42
INST.TECH.MAT/OUT.LIES A ENS.	1 117 343,34	45 366,68	124 032,47	1 038 677,55
MAT.OUT.INST.TECHN.T.A	503 626,35	11 050,14	7 852,27	506 824,22
INST.GENE.AGCT.AMENAG.DIVERS	484 473,43	33 228,71	10 644,40	507 057,74
MATERIEL DE TRANSPORT	27 182,40			27 182,40
MATERIEL DE BUREAU ET INFO	243 373,14	73 332,04	40 444,01	276 261,17
MOBILIER DE BUREAU	59 557,33	3 473,83	3 320,72	59 710,44
TOTAUX	7 373 745,37	249 032,98	264 668,97	7 358 109,38

6. Evolution des placements

Exercice clos le 31 août 2024

Type de placement	date d'achat	solde au 31/08/2024
Obligations subordonnées	08/07/2014	84 000,00
Parts sociales B CCM Belfort	18/05/2021	52 892,00
Parts sociales crédit agricole	28/09/2023	5 032,72
Comptes à terme BP	06/10/2023	500 000,00
Portefeuille d'obligations	janv 18 à aout 23	282 743,98
Compte à terme Crédit Agricole	18/03/2023	2 100 000,00
Compte à terme Crédit Agricole	04/10/2023	1 000 000,00
Compte à terme Crédit Agricole	19/04/2024	156 700,00
Compte à terme CCM	05/10/2023	600 000,00

7. Etat des échéances des créances et des dettes

exercice clos le 31 août 2024

	Montant net au 31 août 2024	Échéances à - 1 an	Échéances à + 1 an	Échéances à + 5 ans
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>				
- Créances rattachées à des participations				
- Prêts				
- Autres	0,00			
<u>Créances de l'actif circulant :</u>				
- Créances familles	14 983,00	14 983,00		
- Créances familles douteuses	0,00	0,00		
- Autres comptes transitoires	58 613,00	58 613,00		
- VMP	4 730 531,00		4 730 531,00	
- Disponibilités	1 451 830,00	1 451 830,00		
- Charges constatées d'avance	111 858,00	111 858,00		
TOTAL Créances	6 367 815,00	1 637 284,00	4 730 531,00	0,00

<u>Passif exigible :</u>				
- Emprunts obligataires convertibles				
- Autres emprunts obligataires				
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
* à 2 ans au maximum à l'origine				
* à + 2 ans à l'origine				
- Emprunts et dettes financ. divers	80,00		80,00	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260 532,00	260 532,00		
- dettes fiscales et sociales	105 366,00	105 366,00		
- avances et acomptes reçus	27 235,00	27 235,00		
- Autres dettes	124 057,00	124 057,00		
- Produits constatés d'avance	69 523,00	69 523,00		
TOTAL Dettes	586 793,00	586 713,00	80,00	0,00

8. Etat des subventions amortissables

exercice clos le 31 août 2024

I – Taxe d'apprentissage

Exercice	Origine	Biens subventionnés	Taxe d'origine restant en compte au 31/08/2024	Quote-part à virer au résultat		Montant total cumulé viré aux résultats
				Mode	Durée	
15/16	Entreprises	Matériel enseignement technique	40 384,00	Linéaire	3 à 10 ans	40 105,33
16/17	"	"	43 613,09	"	"	43 522,86
18/19	"	"	24 109,88	"	"	24 109,88
19/20	"	"	24 534,19	"	"	24 154,21
20/21	"	"	13 452,72	"	"	9 278,53
21/22	"	"	4 592,04	"	"	2 204,09
22/23	"	"	14 356,48	"	"	7 494,07
23/24	"	"	2 993,62	"	"	521,74
TOTAL			168 036,02			151 390,71

8. Etat des subventions amortissables

II- Subvention Région et département

Exercice	Origine	Biens subventionnés	Taxe d'origine restant en compte au 31/08/2024	Quote-part à virer au résultat		Montant total cumulé viré aux résultats
				Mode	Durée	
19/20	Région	Mise aux normes ascenseur et régul lycée	30 460,00	Linéaire	10 ans	16 053,00
21/22	Département	ordinateurs	12 499,00	Linéaire	3 ans	12 441,93
22/23	Département	ordinateurs	22 927,00	Linéaire	3 ans	13 442,13
23/24	Département	réfection salle led/video proj	19 671,00	Linéaire		1 487,45

9. Mouvements des réserves et provisions inscrites au bilan

exercice clos le 31 août 2024

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
RESERVES	Réserve pour investissement				
	Réserve de trésorerie				
	Réserve d'intervention ou de régularisation				
	Réserve de compensation				
	TOTAL RESERVES				
PROV.REGLEMENTEES	Réserve de trésorerie				
	Amortissements dérogatoires				
	Différence sur réalisation d'éléments d'actif				
	TOTAL				
PROV.POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour rémunération personnel handicapé				
	Provisions pour grosses réparations	74 759	74 693		149 452
	Provisions pour départ en retraite engagé	112 281		32 785	79 496
	Autres provisions pour risques et charges				
	TOTAL	187 040	74 693	32 785	228 948
PROV.POUR DEPRECIATION	Sur immo.incorporelles				
	Sur immo.corporelles				
	Sur immo.financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes familles	17 240	12 005	3 900	25 344
	Autres provisions pour dépréciations				
	Sur valeurs mobilières de placement	53 900		3 063	50 837
	TOTAL	71 140	12 005	6 963	76 181
DONT DOTATIONS ET REPRISES	d'Exploitation	204 280	86 698	36 685	254 292
	Financières	53 900		3 063	50 837
	Exceptionnelles				
	TOTAL GENERAL	258 180	86 698	39 748	305 129

10. Mouvements des fonds associatifs

exercice clos le 31 août 2024

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 281 754				2 281 754
Réserves					
Report à nouveau	4 074 054		151 909		4 225 963
Excédent ou déficit de l'exercice	151 909	151 909		-23 868	-23 868
Situation nette	6 507 717	151 909		-23 868	6 483 849
Subventions d'investissement	63 505		14 812	19 540	58 777
TOTAL	6 571 222	151 909	14 812	-4 328	6 542 626

11. Engagements pris en matière de retraite et de prévoyance

exercice clos le 31 août 2024

1) Personnel rémunéré par l'Association :

Le montant des droits qui sont acquis par tous les salariés présents, pour les indemnités de départ à la retraite est, à ce jour, déterminé de manière statistique et comptabilisé (le taux de mortalité ayant changé) pour un montant total de 79 496€, dont 27 196€ de charges sociales patronales.

Le montant estimé de l'indemnité globale de départ en retraite relative aux salariés présents à la clôture de l'exercice, figurent, charges patronales comprises, en provisions pour risques et charges au passif.

2) Personnel enseignant rémunéré par l'Etat :

Le montant des droits acquis par les enseignants de l'établissement pour les indemnités de départ à la retraite dues par l'Association était jusqu'à présent couvert par des versements trimestriels à la compagnie d'assurance « La France ». Un changement de statut du personnel enseignant a entraîné la prise en charge par l'état des indemnités de départ en retraite dues à ce dernier. Le contrat d'assurance « La France » est ainsi devenu caduc depuis quelques années.

En matière de prévoyance, c'est l'Association qui assure la prise en charge des cotisations patronales du personnel enseignant.

12. Affectation du résultat de l'exercice précédent

exercice clos le 31 août 2024

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, réunie le 16 janvier 2024, a décidé d'affecter en « report à nouveau - créditeur » le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 août 2023 soit un bénéfice d'un montant de 151 909 €.

13. Autres engagements hors bilan

exercice clos le 31 août 2024

- Restructuration et extension du plateau scientifique

Nantissement de 1 500 000€ sur 10 ans en C.A.T à la banque populaire, en garantie du prêt souscrit par la SA immobilière du Faubourg des Ancêtres pour la restructuration et l'extension du plateau scientifique.

Fin du nantissement le 27/09/2023 (remboursement des comptes à terme)

14 . Inventaire de l'actif immobilisé

exercice clos le 31 août 2024

Afin de sécuriser la valeur de ses actifs au bilan, l'Institution Sainte - Marie a mis en place un inventaire périodique de l'ensemble de ses immobilisations, celui-ci se déroule de la manière suivante :

- l'inventaire est effectué sous la direction du service comptable de l'ISM, avec la collaboration du personnel ayant une bonne connaissance des lieux où se trouvent les immobilisations ;
- cet inventaire régulier permet à l'ISM de s'assurer que chaque immobilisation physiquement présente est bien enregistrée en comptabilité et réciproquement ;
- les immobilisations qui ne sont plus physiquement présentes dans les locaux de l'ISM sont sorties de la comptabilité de l'association selon la procédure comptable adéquate.



exercice clos le 31 août 2024

15 . Communication, prévue par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, sur les rémunérations perçues, au titre de l'exercice, par les 3 plus hauts cadres dirigeants de l'Association.

L'ensemble des personnes concernées a perçu, au titre de l'exercice de 12 mois clos le 31 août 2024 une rémunération brute et des avantages en nature s'élevant globalement à 131 924€.

16 . Opérations réciproques entre entités liées

exercice clos le 31 août 2024

€	ISM (*)	MONCEAU (**	GMM (***)
bilan actif au 31/08/24			
- ISM		62 610	0
- MONCEAU	0		0
- GMM	0	0	
bilan passif au 31/08/24			
- ISM		0	0
- MONCEAU	62 610		0
- GMM	0	0	
compte de résultat 2023/2024-charges			
- ISM		0	0
- MONCEAU	816 615		0
- GMM	32 733	0	
compte de résultat 2023/2024-produits			
- ISM		816 615	32 733
- MONCEAU	0		0
- GMM	0		

(*) : INSTITUTION SAINTE MARIE- BELFORT

(**) : SOCIETE IMMOBILIERE DU FAUBOURG DES ANCETRES-BELFORT

(***) : GROUPEMENT MISSIONS MARIANISTES-PARIS



17. Charges et produits constatés d'avance

exercice clos le 31 août 2024

Le montant des charges constatées d'avance au 31/08/24 est de : 112K€ (principalement la T.F pour 21K€, lixxbail pour 23K€, factures reventes pour 31K€).

Le montant des produits constatés d'avance au 31/08/24 est de : 69 K€ (principalement la TA à affecter pour 12K€, le reliquat de la subvention régionale pour l'achat des livres pour 7K€, le forfait communal pour 29K€, avoirs sigec pour 20K€)



18. Honoraire C.A.C

exercice clos le 31 août 2024

Le montant des honoraires du C.A.C pour l'année 23/24 est de 18 096€